



RESEAU DES STRUCTURES DE GESTION ELECTORALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**MISSION DE SOUTIEN ET D'APPRENTISSAGE
PAR LES PAIRS DU RESAO**

**ELECTIONS LEGISLATIVES COUPLEES AU 1^{ER} TOUR DE LA PRESIDENTIELLE DE 2020
EN REPUBLIQUE DE NIGER**

RAPPORT DE MISSION

Décembre 2020

A PROPOS DU RESAO

Le Réseau des Structures de gestion électorale en Afrique de l'Ouest (RESAO) a été créé en février 2008 pour servir de forum d'échange d'expériences et des meilleures pratiques électorales entre les Organes de Gestion Electorale (OGE) d'Afrique de l'Ouest afin d'améliorer la qualité des élections dans la région et in fine réduire le nombre de conflits résultant d'élections mal gérées.

Les objectifs du RESAO énoncés à l'article 4 de son statut adopté à Conakry le 7 février 2008 sont les suivants :

- La promotion des élections libres et crédibles en Afrique de l'Ouest ;
- La promotion des administrations et des organisations indépendantes et impartiales en matière des élections ;
- Le renforcement de la confiance publique sur le processus électoral à travers les procédures électorales libres et crédibles ;
- Le renforcement des capacités professionnelles du personnel électoral en mettant l'accent sur les valeurs d'intégrité, de probité et de dévouement aux services publics ;
- La prévisibilité du cadre électoral ;
- L'engagement à la promotion et à la consolidation de la culture démocratique en vue de créer un environnement favorable à l'organisation paisible des élections ;
- Le partage d'expériences, d'informations, de technologie et de documents relatifs aux élections ;
- La coopération en vue de l'amélioration des lois et des pratiques électorales ;
- L'harmonisation progressive des lois et pratiques électorales, le cas échéant en capitalisant les bonnes pratiques en matière électorale ;
- La rationalisation et la mise en commun des ressources électorales afin de réduire les coûts des élections ;
- La promotion des conditions de travail de ses membres dans l'accomplissement de leur mission.

Pour atteindre ses objectifs :

- Le Réseau organise ou soutient la tenue d'activités telles que des ateliers, des séminaires, des colloques, des réunions, des échanges de personnel, le financement de recherches pertinentes, l'observation des élections, la diffusion d'informations et d'expériences en matière électorale et, d'une façon générale, toutes activités ou initiatives susceptibles de l'aider à atteindre ses objectifs.
- Le Réseau peut proposer son expertise et recevoir des services de consultation et d'information ainsi que des publications, dans la mesure, du possible, à l'adresse de ses membres.
- Le Réseau peut établir et maintenir des relations avec d'autres organisations électorales régionales et internationales.

REMERCIEMENTS

La mission de soutien et d'apprentissage par les pairs du RESAO est reconnaissante pour l'appui qu'elle a reçu d'un certain nombre de personnes et d'organisations qui ont contribué à sa réussite.

La Mission exprime avant tout sa gratitude à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du Niger et à son Président, Maître Issaka Souma, pour avoir fourni l'accréditation nécessaire à la réalisation de la mission et pour sa coopération au cours de la mission. Cela témoigne de l'ouverture de la CENI au soutien des pairs et de sa volonté de soumettre le processus électoral nigérien à un examen minutieux par les pairs, tout en partageant son expérience afin de permettre la promotion de processus électoraux plus crédibles dans la sous-région.

La Mission tient à exprimer sa gratitude au Professeur Mahmood Yakubu, Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante du Nigéria (INEC-Nigeria) et à Monsieur Kabinet Cissé, Président de la Commission électorale nationale indépendante de Guinée (CENI-Guinée) pour leur présence aux côtés de leur pair du Niger. La richesse de leurs expériences et leurs connaissances ont considérablement renforcé le soutien à la CENI-Niger et leurs interactions avec les autres missions ont contribué à la visibilité du RESAO.

La Mission reconnaît également le dévouement et l'engagement de son équipe technique composée de Monsieur Raouf Salami, Chargé de programme au Secrétariat Permanent du RESAO et Monsieur Goré Justin Doua, Responsable de programmes au Département des Elections et Processus Politiques de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).

La mission du RESAO aux élections législatives couplées au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2020 en République de Niger n'aurait pas été possible sans le soutien financier de l'Agence allemande de coopération internationale pour le développement (GIZ). Le RESAO exprime sa sincère gratitude à la GIZ pour sa contribution au renforcement de la démocratie en Afrique de l'Ouest et dans d'autres sous-régions du continent.

ABREVIATIONS/ACRONYMES

CEDEAO	Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CENI	Commission Electorale Nationale Indépendante
CND	Conseil National du Développement
CNDP	Conseil National de Dialogue Politique
COCEN	Coalition pour l’Observation Citoyenne des Elections au Niger
COSEF	Centre Coordonné d’Observation de la Sécurité Electorale des Femmes
CSRD	Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie
EISA	Electoral Institute for Sustainable democracy in Africa/ Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique
IFES	International Foundation for Electoral Systems
MODEN/FA	Mouvement Démocratique Nigérien
MOE	Mission d’Observation Electorale
OGE	Organe de Gestion Electorale
OIF	Organisation Internationale de la Francophonie
OSIWA	Open Society Initiative for West Africa
PNDS	Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme
RDR	Renouveau Démocratique et Républicain
RESAO	Réseau des Structures de gestion électorale en Afrique de l’Ouest
WANEP	West Africa Network for Peacebuilding

RESUME SYNOPTIQUE

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a fait des efforts louables pour organiser les élections législatives couplées au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2020 en République de Niger dans un contexte sécuritaires délétère, et sur un fond de crise sanitaire due au coronavirus. Quelques incidents localisés ont perturbé le déroulement du vote et impacté le taux de participation mais cela n'a pas affecté la crédibilité des scrutins. Des défauts de procédure ont été notés au niveau de certains bureaux de vote, en particulier lors des processus de tri et de comptage.

Les dissensions politiques ont créé un environnement pré-électoral tendu qui a été bien maîtrisé par la CENI. L'environnement de la campagne électorale était très concurrentiel avec trente (30) candidats au 1^{er} tour de l'élection présidentielle et 4.205 candidats issus de quatre-vingt-quatre (84) listes de partis politiques en compétition pour les élections législatives. La Mission note que malgré les défis sécuritaires, sanitaires et logistiques, les élections se sont globalement bien déroulées et étaient en conformité avec la loi et les règles établies.

Recommandations principales :

La Mission recommande ce qui suit :

- La mise en place et le respect scrupuleux de mesures barrières adéquates contre le Covid-19 ;
- Le renforcement de l'interaction entre la CENI et les citoyens ;
- La mise en place d'une véritable salle de monitoring le jour du scrutin ;
- Le renforcement de la formation des agents électoraux avec un accent particulier sur les procédures de clôture et de dépouillement des voix ;
- La création d'une division en charge du genre et l'adoption d'un mécanisme de capture de données désagrégées afin de mesurer la participation effective des femmes dans les choix de gouvernance et orienter les efforts de mobilisation pour des élections inclusives ;
- Le renforcement du dialogue avec toutes les parties prenantes, surtout avec les partis politiques ;
- Le renforcement de la sécurisation du scrutin.

I. INTRODUCTION

Conformément à son mandat, le Réseau des Structures de gestion électorale en Afrique de l'Ouest (RESAO) a organisé et déployé une mission de soutien et d'apprentissage par les pairs aux élections législatives couplées au 1^{er} tour de l'élection présidentielle 2020 en République de Niger.

La mission était composée du Professeur Mahmood Yakubu, Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante du Nigéria (INEC-Nigeria) et de Monsieur Kabinet Cissé, Président de la Commission électorale nationale indépendante de Guinée (CENI-Guinée).

La mission était assistée techniquement par Monsieur Raouf Salami, Chargé de programme au Secrétariat Permanent du RESAO et Monsieur Goré Justin Doua, Responsable de programmes au Département des Elections et Processus Politiques de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).

La mission a séjourné dans le pays du 23 au 30 décembre 2020. Cette mission fait suite à une mission d'évaluation des besoins sollicitée par la CENI du Niger et déployée du 11 au 15 novembre 2019 par le RESAO en collaboration avec la Commission de l'Union Africaine. L'appui technique en logistique électorale, en communication institutionnelle, en éducation civique et électorale prévu à l'issue de l'évaluation conjointe des besoins n'a malheureusement pas pu être mis en place en raison des restrictions liées à la pandémie de Covid-19.

Ce rapport présente l'ensemble des activités de soutien et d'apprentissage par les pairs menées par la mission lors de son séjour à Niamey, et contient des informations détaillées sur les enseignements tirés et les bonnes pratiques relevées par la mission, ainsi que ses analyses et recommandations. Les analyses et les recommandations de la mission du RESAO sont fondées sur les principes et normes régissant la tenue d'élections démocratiques, crédibles et transparentes, dans le pays hôte ainsi que ceux inscrits dans les instruments de la CEDEAO.

II. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

1. Objectifs

Opportunité pour les présidents des commissions membres du RESAO de :

- prendre part et évaluer la gestion des élections par leurs pairs ;
- apprendre et tirer des leçons des élections gérées par leurs pairs ;
- conseiller, assister et soutenir leurs pairs organisant des élections ;
- identifier les meilleures pratiques ; apprendre les uns des autres et partager les expériences ;
- formuler des recommandations pour l'amélioration de la gestion des élections et du cadre juridique des élections dans les États membres de la CEDEAO.

2. Méthodologie

Avant son arrivée dans le pays, l'équipe technique a effectué une recherche documentaire et procédé à des échanges virtuels avec les principaux acteurs impliqués dans le processus électoral, afin d'avoir une meilleure compréhension des normes et principes établis pour les processus électoraux dans le pays ainsi que du contexte politique des élections de 2020.

Dès son arrivée, la Mission a eu des échanges avec la CENI, les organisations de la société civile, la mission d'observation à long terme de la CEDEAO et d'autres missions d'observation internationales.

Pendant leur séjour, les présidents de commissions membres du RESAO ont eu l'opportunité de s'entretenir en continu avec les dirigeants de la CENI Niger et ont offert des conseils à leur pair organisant les élections. Les interactions entre la Mission et la CENI ont été rendues plus facile et pratique par l'octroi d'un bureau à la Mission au siège de la CENI.

La Mission a suivi le vote au niveau des bureaux de vote le jour des scrutins ainsi que la gestion des résultats au palais des congrès transformé pour la circonstance en centre de compilation et de diffusion des résultats provisoires. La Mission a également visité les salles de situation de la mission d'observation électorale de la CEDEAO et du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) pendant le vote. Les membres de la mission ont eu le privilège de prendre part à la réunion des chefs des différentes missions internationales, le lendemain du vote. La Mission a assisté en outre aux conférences de presse des missions d'observation nationales et étrangères au cours desquelles des déclarations préliminaires ont été publiées.

En dehors des interviews accordées par les membres de la mission à certains médias, la Mission n'a fait aucune déclaration publique puisqu'il s'agit d'une mission technique de soutien et d'étude.

Ce rapport examine la conduite du processus électoral par la CENI, confirme sa crédibilité, tire des enseignements, enregistre les meilleures pratiques et formule des recommandations pour des élections futures.

III. CONTEXTE HISTORIQUE ET POLITIQUE DES ELECTIONS LEGISLATIVES COUPLEES AU 1^{ER} TOUR DE LA PRESIDENTIELLE

L'intervention des militaires en politique a été pendant longtemps l'une des caractéristiques de l'histoire politique du Niger depuis son accession à l'indépendance le 3 août 1960. En effet, confronté à plusieurs difficultés au plan interne, à savoir les agitations scolaires, les relations conflictuelles avec la France au sujet du prix de l'uranium, le refus du président de l'époque de soutenir la sécession du Biafra au Nigéria et la famine qui sévissait dans le monde rural entre 1973 et 1974, le premier président de la République, Hamani Diori sera victime d'un coup d'État militaire perpétré, le 15 avril 1974, par le chef d'État-major de l'armée, le lieutenant-colonel Seyni Kountché. La présidence du général Kountché a été marquée par un certain nombre de réformes majeures. En août 1983 il crée le Conseil National du Développement (CND), un organe consultatif du gouvernement en matière de politique nationale, puis fait adopter en 1987 la Charte nationale.

A la faveur du vent démocratique qui a soufflé sur le continent africain dans les années 90, le Niger a connu des revendications et autres protestations émanant des acteurs politiques, des scolaires, des étudiants et des travailleurs pour plus d'espace de liberté, de meilleure gouvernance et de démocratie. C'est ainsi que le pays s'est engagé dans la voie du multipartisme dès le 15 novembre 1990. Les élections de 1993 étaient organisées juste après la conférence nationale souveraine qui s'est tenue du 29 juillet au 3 novembre 1991. Celle-ci avait suspendu la Constitution et l'Assemblée Nationale pour engager le pays dans une transition démocratique qui a duré de 1991 à 1993. Après les élections législatives anticipées du 12 janvier 1995, le Niger a ensuite organisé d'autres scrutins présidentiels, législatifs en 1996, 1999, 2004, 2009, 2010-2011 et 2016 et les locales en 2004, 2009 et 2011. Ces élections ont été organisées dans des contextes de transitions militaires.

Le scrutin présidentiel organisé par les autorités de la transition sera remporté au second tour, le 13 mars 2011, par Mahamadou Issoufou, président et candidat du Parti Nigérien pour la Démocratie et le Socialisme (PNDS). Le président Mahamadou Issoufou a été réélu à l'issue de l'élection présidentielle du 21 février 2016.

Les élections législatives couplées au premier tour de l'élection présidentielle ont eu lieu le 27 décembre 2020. Ce fut la troisième fois que le Niger organise des élections depuis le coup d'État militaire perpétré par le Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD) dirigé par le chef d'escadron Salou Djibo. C'est pendant la transition dirigée par le CSRD que la Constitution de la VII^{ème} République qui est en vigueur a été adoptée par référendum le 31 octobre 2010 et promulguée le 25 novembre 2010. Le président Mahamadou Issoufou, président de la République et président du PNDS-Tarayya ne s'est pas porté candidat à sa succession, la constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels. Le Parti a investi en mars 2019 le ministre de l'Intérieur, Mohamed Bazoum.

Le dialogue politique est formalisé au Niger. Depuis 2004, le Niger s'est doté d'un Conseil National de Dialogue Politique (CNDP). Cet organe est chargé de traiter de toutes les questions d'intérêt national notamment électorales y compris la mise en place de la CENI. Il est présidé par le Premier Ministre. Le Conseil National de Dialogue Politique (CNDP) est régi par le décret No2019-500/PRN/PM du 10 septembre 2019 modifiant et complétant le décret No2004-030/PRN/PM du 30 janvier 2004 portant création d'un Conseil National de Dialogue Politique (CNDP). Selon l'Article 2 (nouveau) du décret, « le Conseil National de Dialogue Politique (CNDP) est un cadre permanent de concertation et de dialogue en vue de prévenir et de régler les conflits politiques. Il donne des avis sur toute autre question d'intérêt national dont il est saisi. Le Conseil National de Dialogue Politique est placé sous la présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. ». Toutes les modifications des textes électoraux passent par le CNDP.

Le contexte politique pré-électoral a été essentiellement marqué par une crise de confiance entre les acteurs politiques. Depuis 2017 l'opposition refuse de siéger à la commission centrale de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) qu'elle juge inféodée au régime du président Issoufou et non susceptible de garantir un scrutin paisible, transparent et démocratique. Toutefois, les candidats à l'élection présidentielle y ont envoyé des représentants. Par ailleurs, le CNDP ne fonctionne plus comme prévu depuis un moment. Les sessions sont boycottées par l'opposition politique qui accuse le parti au pouvoir PNDS-Tarayya d'en avoir « dévoyé l'esprit et la lettre ». L'opposition estime que le principe du consensus propre au CNDP a été violé quand il a été transformé en organe consultatif par le décret de 2019 ci-dessus.

Les élections se sont déroulées dans un contexte sécuritaire préoccupant causé par les incursions de Boko Haram à l'Est (région de Diffa), la menace des terroristes au Nord-Ouest (régions de Tahoua et Tillabéri) et un grand foyer des migrants au Nord (région d'Agadez).

IV. CADRE JURIDIQUE

Le cadre juridique qui régit le processus électoral au Niger est composé principalement de la Constitution, du Code Electoral et des lois spécifiques relatives à la Commission Electorale Nationale Indépendante.

1. Cadre constitutionnel et légal

En République du Niger, les élections sont essentiellement régies par la Constitution du 25 novembre 2010 instaurant la VIIème République, promulguée par le décret No2010-754/PCSRD du 25 novembre 2010 et publiée au JORN spécial No19 du 29 novembre 2010 ainsi que par la Loi organique No 2017-64 du 14 août 2017 portant Code électoral du Niger, modifiée et complétée par N°2019-38 du 18 juillet 2019 portant Code électoral. Ces dispositions sont complétées par une série de textes ayant trait aux différents aspects du processus électoral allant de l'organisation au contentieux. Il s'agit principalement de :

- La Loi organique N°2012-35 du 19 juin 2012 déterminant l'organisation, le fonctionnement de la Cour constitutionnelle et la procédure suivie devant elle, en particulier les chapitre 5 et 6 conférant à la Cour les compétences spécifiques sur le contrôle des élections présidentielle et législatives ainsi que le contentieux électoral ;
- La Loi organique n°2014-03 du 15 avril 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission Electorale Nationale Indépendante.

Le cadre légal des élections au Niger est conforme aux principes et standards internationaux relatifs à la protection et à la promotion des droits de l'homme.

2. Le système électoral

Le mode de scrutin pour l'élection présidentielle

L'article 46 de la constitution de la République du Niger fait du Président de la République le garant de l'indépendance du pays, de l'unité nationale, de l'intégrité du territoire, du respect de la Constitution, des traités et accords internationaux. L'article 47 de la Constitution et l'article 133 du code électoral érigent le principe de la limitation du nombre et de la durée de mandat présidentiel. Le Président de la République du Niger est élu au suffrage universel, libre, direct, égal et secret pour un mandat de cinq (5) ans, renouvelable une (1) seule fois.

Conformément à l'article 48 de la Constitution, l'élection du Président de la République du Niger a lieu au scrutin majoritaire à deux (2) tours. Le premier tour du scrutin présidentiel se tient, quatre-vingt-dix (90) jours au moins, et cent vingt jours (120) jours au plus, avant la fin du mandat du Président en exercice.

Est déclaré élu, le candidat ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour. En cas d'absence de la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, un second tour est organisé au plus tard vingt et un (21) jours après la publication des résultats définitifs par la Cour Constitutionnelle. Seuls les deux (2) candidats arrivés en tête au premier tour prennent part au deuxième et est déclaré élu le candidat ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Le mode de scrutin pour les élections législatives

Le Niger a deux types de scrutin pour les élections législatives. Il y a un scrutin majoritaire uninominal à un tour pour les huit (8) circonscriptions spéciales (Bilma, N’Gourti, Bermo, Tassara, Bankilaré, Banibangou, Makolandi et Tesker). Pour ces circonscriptions, est déclaré élu le candidat ayant obtenu la majorité relative des voix. En cas d’égalité des voix, il est procédé à un second tour dans les dix (10) jours qui suivent la proclamation des résultats par la Cour Constitutionnelle.

Pour les huit (8) régions- circonscriptions ordinaires et la zone géographique du reste du monde le mode de scrutin est le scrutin proportionnel. C’est un scrutin de liste ouverte à la représentation proportionnelle, sans panachage, ni vote préférentiel, selon la règle de la plus forte moyenne (article 140 du Code Electoral).

Le parlement nigérien est unicaméral et compte 171 députés dont 5 de la diaspora (9^{ème} région).

Le contentieux électoral

Les tribunaux de grande instance, en formation spéciale, statuent sur l’éligibilité des candidats, contrôlent la régularité, la transparence et la sincérité des élections locales. Ils en proclament les résultats. Les recours contre les décisions en matière électorale des tribunaux de grande instance sont introduits devant le Conseil d’État qui statue en dernier ressort.

Le contentieux des élections législatives et présidentielle est du ressort de la Cour Constitutionnelle. La CENI est chargée de la centralisation des résultats, de la publication des résultats provisoires et de leur transmission à la Cour Constitutionnelle qui a la charge de proclamer les résultats définitifs.

Pendant la période pré-électorale, le principal point de désaccord entre les acteurs politiques tournait autour de l’article 8 du Code Electoral selon lequel, ne peuvent être inscrits sur la liste électorale : les condamnés pour crime ou délit à une peine d’emprisonnement égale ou supérieure à un (1) an. Les acteurs politiques de l’opposition ont estimé que cet article était dirigé contre le chef de file de l’opposition, Hama Amadou, président du Mouvement Démocratique Nigérien (MODEN/FA Lumana-Africa), qui a été condamné à un an dans une affaire de trafic de bébé. Le rejet de sa candidature a été vivement critiqué et finalement il a décidé de soutenir le candidat Mahamane Ousmane du Renouveau Démocratique et Républicain (RDR-Tchanji). D’autre part, plusieurs recours ont été introduits auprès de la Cour Constitutionnelle, mettant en cause l’éligibilité du candidat Mohamed Bazoum du parti au pouvoir, sur la base de sa nationalité d’origine. Ces différents recours ont été rejetés après examen minutieux par la Cour Constitutionnelle.

V. GESTION DES ELECTIONS

La Constitution, en son Article 6, consacre le principe de l’indépendance de l’administration électorale au Niger. Selon cet article, « Une Commission électorale national indépendante (CENI) est chargée de l’organisation, du déroulement et de la supervision des opérations de vote. Elle en proclame les résultats ». La CENI du Niger dans son format actuel de commission permanente est relativement nouvelle car elle a été créée et est régie par la Loi Organique No2017-64 du 14 aout 2017 portant Code électoral du Niger (JO spécial No19 du 14 septembre 2017), modifiée et complétée par la loi No2019-38 du 18 juillet 2019 (JO spécial No13 du 15 aout 2019).

Permanente, indépendante de tout pouvoir, autorité ou organisation, et jouissant de la personnalité juridique ainsi de l’autonomie de gestion, d’organisation et de fonctionnement (Article 9), la CENI est chargée, d’une part du recensement électoral, de l’élaboration et de la gestion du fichier électoral biométrique, et d’autre part de l’organisation, du déroulement et de la supervision des opérations électorales et référendaires (Article 10).

Aux termes de l’Article 12 du Code électoral la commission comprend dix-neuf (19) membres permanents nommés par décret du Président de la République, qui sont :

- un (e) (1) Président (e) ;
- un (e) (1) Vice-président (e) ;
- cinq (5) membres issus des partis politiques de la majorité ;
- cinq (5) membres issus des partis politiques de l’opposition ;
- deux (2) membres issus des partis politiques non affiliés ;
- deux (2) représentant (e) (s) de la société civile désignés par leurs pairs comme suit : un (1) représentant des collectifs des associations de défense des droits de l’homme et de promotion de la démocratie légalement reconnues ; une (1) représentante des collectifs des associations féminines légalement reconnues ;

- trois (3) cadres du niveau supérieur ayant des compétences avérées en matière de statistiques, de finances publiques et d'administration, désignés par l'administration publique, sans voix délibérative.

VI. INTERACTIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES

1. Parties prenantes nationales

La Mission a rencontré les parties prenantes nationales suivantes :

- La “Coalition pour l’observation citoyenne des élections au Niger”

Dans le cadre du ” projet d’appui à l’observation citoyenne des élections pour un processus crédible, transparent et apaisé au Niger’’, EISA a mis en place la “Coalition pour l’observation citoyenne des élections au Niger”, COCEN en sigle, qui regroupe cinq (05) réseaux et organisations de la société civile du Niger.

Dirigée par une coordination composée des cinq leaders des structures membres sous la direction d’un porte-parole, la COCEN a déployé sur l’ensemble de huit régions du pays, 160 observateurs de long terme et 750 observateurs de court terme le jour des scrutins. La COCEN a organisé une chambre de veille électorale dotée d’un serveur qui recevait à temps réel, grâce à une application installée d’avance, les informations envoyées par les observateurs à partir de leurs téléphones ou des tablettes.

- La mission de WANEP-Niger

En plus de diverses contributions pré-électorales, WANEP a mis sur pied une Cellule de Veille Electorale (350 observateurs déployés, 10 collecteurs de données, 06 analystes) et le Centre Coordonné d’Observation de la Sécurité Electorale des Femmes (COSEF) avec l’appui de la CEDEAO et du PNUD, en vue de contribuer à l’atténuation de la violence électorale basée sur le genre.

2. Parties prenantes internationales

La Mission a rencontré les acteurs et missions internationaux suivants :

- L'équipe cadre de la mission d'observation de la CEDEAO. L'équipe cadre a informé la mission du RESAO sur le contexte politique qui a précédé les élections et le cadre juridique qui régit les élections ainsi que les polémiques et désaccords relatifs à ce cadre. L'équipe cadre a également porté à la connaissance de la mission les diverses activités qu'elle a menées depuis son arrivée dans le pays.

- Monsieur BILE Bouah Mathieu, Directeur résident de EISA-Niger, qui a fait le point de l’appui que son organisation apporte au processus électoral au Niger et présenté le contexte pré-électoral. EISA intervient au Niger à travers le « *Projet d’Appui à la Commission Electorale Nationale Indépendante et au Conseil Supérieur de la Communication* » financé par L’Union Européenne (UE).

- Monsieur Theophilus DOWETIN, Election Systems Adviser de IFES, qui appuie également la CENI. Monsieur Dowetin a fait une présentation sur une vue d’ensemble des « élections locales et générales 2020-2021 au Niger ».

VII. VISITES DE COURTOISIE

Pour discuter des questions électorales au Niger et dans la région de la CEDEAO, la Mission a rencontré :

- Le Général Francis A. Béhanzin, Commissaire de la CEDEAO chargé des affaires politiques, de la paix et de la sécurité.

- S.E.M. Mohamed Namadi SAMBO, ancien vice-président de la République du Nigéria et chef de la mission d'observation des élections de la CEDEAO au Niger.

VIII. ACTIVITES DE SOUTIEN ET D'APPRENTISSAGE DES PAIRS

La Mission a participé aux activités ci-dessous :

- Briefing des observateurs accrédités (nationaux et étrangers) par la CENI
- Séance d'orientation et d'information pour les observateurs de court terme de la CEDEAO
- Participation à la réunion des chefs de missions. Au cours de cette réunion tenue le 28 décembre, lendemain des scrutins, le professeur Mahmood Yakubu a indiqué que la Mission fera ses observations directement à la CENI tout en précisant la nature de la mission qui n'est pas une mission d'observation mais plutôt une mission de soutien et d'apprentissage.
- Plusieurs rencontres d'informations, d'échanges et de partage d'expérience avec le président de la CENI entouré du vice-président et du rapporteur général. La CENI a octroyé une salle de réunion à la mission au siège de la commission.
- Le jour des élections, la Mission a assisté à l'ouverture des bureaux de vote, au déroulement du vote, à la fermeture des bureaux de vote, au tri et au dépouillement des bulletins de vote. La Mission a noté que la procédure de dépouillement variait d'un bureau de vote à l'autre. La Mission également noté le non-respect, voire même l'absence de mesures barrières anti-Covid-19 dans tous les bureaux de vote qu'elle a visités.
- Le jour des élections, la Mission a visité les salles de situation de la MOE-CEDEAO et de la Cellule de veille électorale de WANEP-Niger afin de suivre en temps réel l'évolution du vote dans les lieux de déploiement de ces deux missions.
- Les 28 et 29 décembre 2020 la Mission s'est rendue au palais des congrès de Niamey, transformé en centre de compilation et diffusion des résultats provisoires afin de suivre la transmission des résultats des différentes régions et communes et leur proclamation. Ce fut aussi l'occasion pour les présidents de INEC-Nigeria et CENI-Guinée de soutenir leur pair de la CENI-Niger et partager avec lui leur expérience de la gestion des résultats.

IX. LECONS APPRISES ET MEILLEURES PRATIQUES

La Mission a noté ce qui suit :

- La CENI a publié un chronogramme détaillé un an avant le scrutin et l'a respecté entièrement.
- La CENI a procédé à un audit du fichier électoral afin de rassurer les parties prenantes sur sa fiabilité. L'audit a été fait par des experts de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
- La CENI a organisé audiences foraines afin de faciliter l'obtention de documents d'Etat civil au sein des populations défavorisées. Cette action a permis d'accroître le nombre d'électeurs inscrits sur le fichier électoral biométrique qui in fine compte 4 093 291 femmes contre 3 353 265 hommes, soit un taux d'enregistrement de 55% de femmes.
- Pour une meilleure implication des jeunes dans le processus électoral la CENI a organisé une série d'activités dénommées « Forum des jeunes » dans différentes régions du pays.
- Les bureaux de vote visités avaient du matériel électoral en quantité suffisante.
- La CENI a ouvert l'accès au centre de proclamation et diffusion des résultats à toutes les parties prenantes. La CENI a impliqué des membres de partis politiques de différents bords et des experts électoraux en les responsabilisant pour la réception des résultats en provenance des communes.
- Les résultats provisoires ont été publiés en continu, en français et en langues locales, au fur et à mesure qu'ils étaient confirmés et consolidés en présence des représentants des candidats.

X. ANALYSES ET RECOMMANDATIONS

Pour le deuxième tour de l'élection présidentielle et pour les prochains processus électoraux la Mission formule les recommandations suivantes :

1. Mesures anti Covid-19

La mise en place des mesures barrières anti Covid-19, équipement et distanciation sociale. Elle pourrait se faire soit par la nomination d'un *ambassadeur Covid-19* dans chaque bureau de vote, chargé de faire respecter les mesures barrières (selon le modèle Ghanéen pour les élections de 2020) ou l'assignation de cette tâche à un agent électoral qui en sera chargé en plus de sa tâche classique (selon le modèle Nigérian par exemple). L'expérience de la Guinée pourrait aussi servir. Pendant l'élection présidentielle de 2020, la CENI-Guinée a, en plus des mesures barrières classiques, procédé au test Covid-19 systématique préalable pour tout agent déployé à l'intérieur du pays et à la désinfection des bureaux de vote.

La CENI pourrait également concevoir un guide Covid-19 sous la forme de directives pour les agents électoraux. *Le Guide-conseil pour la conduite d'élections dans le contexte de la pandémie de Covid-19* que le RESAO a produit avec le soutien de OSIWA est une bonne base pour la confection d'un guide des agents électoraux à l'échelle nationale.

2. Interaction entre la CENI et les citoyens

Pour une meilleure d'interaction entre la CENI et les citoyens, elle devrait envisager la création d'un centre de contact des citoyens afin d'améliorer la transparence et la participation au processus électoral. Le centre offrira au public un accès permanent à la Commission pour des enquêtes et des échanges d'informations.

3. Une salle de monitoring

La CENI devra se doter d'un centre de support et de monitoring (Salle de situation) accessible à toutes les parties prenantes le jour du scrutin.

4. Sécurisation des scrutins

La Mission note que, malgré les activités d'éducation civique et électorale organisées à l'échelle nationale par la CENI et d'autres parties prenantes, la violence électorale reste une préoccupation dans le paysage politique du Nigérien, comme lors de la journée du scrutin sous la forme de menaces, de vandalisme, d'attaques ciblant le matériel électoral. La mission suggère que, lors de la sécurisation du deuxième tour de l'élection présidentielle et des prochaines élections, une attention particulière soit accordée aux régions frontalières qui sont sous la menace des attaques terroristes.

Une coopération militaire pourrait être envisagée entre le Nigéria et le Niger en termes de survol du territoire nigérien pendant le jour du scrutin par l'armée de l'air du Nigeria en vue de surveiller et dissuader les groupes terroristes qui voudraient perturber le vote.

5. Formation des agents électoraux

La Mission encourage la CENI à renforcer la formation du personnel électoral pour une meilleure adhésion aux directives électorales et une plus grande cohérence des procédures de clôture et de dépouillement.

6. Dialogue avec les parties prenantes

La Mission encourage la CENI à renforcer le dialogue avec toutes les parties prenantes, surtout les partis politiques, et en faire un processus continu.

7. Prise en compte de la dimension genre dans la gestion du processus électoral

La Mission exhorte la CENI à se doter en son sein d'une véritable division en charge des questions liées au genre et à adopter un mécanisme de capture des données désagrégées de participation afin de disposer de données statistiques fiables sur les candidatures féminines et les résultats des élections législatives par exemple, ainsi que des données sur la participation chiffrée des femmes aux différents scrutins.

8. Pour l'ensemble des commissions électorales de l'Afrique de l'Ouest

La Mission a émis l'idée de l'organisation d'un séminaire sous régional sur les procédures de traitement et de remontée des résultats électoraux dans l'espace CEDEAO. Le Secrétariat du RESAO et EISA sont chargés de réfléchir aux modalités pratiques d'organisation d'un tel séminaire d'harmonisation des pratiques.

XI. CONCLUSION

Les élections législatives couplées au premier tour de l'élection présidentielle de 2020 au Niger sont historiques à double titre : elles donneront lieu à la première alternance civile et démocratique dans l'histoire du pays ; elles sont les premières élections à utiliser un fichier électoral biométrique au Niger.

Elles furent par conséquent l'occasion pour le RESAO de montrer son attachement aux élections transparentes et crédibles et son engagement pour le soutien et l'apprentissage des pairs au sein de l'espace CEDEAO.

La Mission félicite le Président Issaka Souana et la CENI pour leur courage et leur résilience dans la gestion de ces élections somme toute paisibles et participatives. La Mission de soutien et d'apprentissage félicite la CENI pour les mesures prises pour renforcer l'intégrité et la crédibilité du processus électoral face aux problèmes de sécurité dans certaines régions du pays.

Malgré les quelques difficultés logistiques et sécuritaires, la transparence démontrée par la CENI durant le vote ainsi que dans la gestion des résultats est louable.

La Mission a apprécié le professionnalisme, le leadership, le calme et l'esprit d'ouverture dont a fait preuve Maître Issaka Souana, Président de la CENI Niger, dans la conduite du processus électoral. Son interaction permanente avec ses pairs pendant la mission mérite d'être relevée comme une bonne pratique qui donne toute sa pertinence au RESAO.

XII. ANNEXES

TERMES DE REFERENCE POUR LES PRESIDENTS

Titre du Projet :

Mission de soutien et d'apprentissage par les pairs du Réseau des Structures de gestion électorale en Afrique de l'Ouest (RESAO) aux élections présidentielle et législatives de 2020 en République du Niger.

Objectifs :

- Offrir une opportunité aux présidents des commissions électorales de l'espace CEDEAO :
 - Assister et évaluer le déroulement des élections par leurs pairs
 - Conseiller, assister et soutenir leurs pairs qui organisent des élections
 - Apprendre et tirer les leçons des élections gérées par leurs pairs
- Identifier les meilleures pratiques et partager les expériences dans l'administration des élections.
- Faire des recommandations pour l'amélioration de la gestion des élections et du cadre juridique des élections dans les États membres de la CEDEAO.

Résultats attendus :

- Collaboration améliorée entre les commissions membres du RESAO
- Meilleure adhésion aux normes régionales et internationales
- Promotion des meilleures pratiques et partage d'expériences au niveau régional
- Promotion d'élections pacifiques, transparentes et crédibles
- Amélioration du climat de confiance entre les parties prenantes

Dates / lieu / participants prévus

La mission composée de trois (03) Présidents des Commissions membres de Guinée, de Guinée Bissau et du Nigéria, assistée d'un expert électoral de l'EISA qui sera déployée à Niamey (Niger) du 23 au 30 décembre 2020. La mission financée par l'Agence allemande pour la coopération internationale (GIZ) sera coordonnée par un membre du Secrétariat permanent du RESAO.

Conformément aux objectifs spécifiques du RESAO ci-après :

- Coopération pour l'amélioration de la qualité des élections dans la région et enfin la réduction de l'incidence des conflits résultant d'élections mal gérées ;
- Harmonisation progressive des lois et pratiques électorales, le cas échéant, en capitalisant sur les bonnes pratiques en matière électorale ;
- Partage d'expériences, d'informations, de technologies et de documents électoraux ;
- Améliorer les conditions de travail de ses membres dans l'accomplissement de leurs mandats ;
- Rationalisation et mutualisation des ressources pour réduire le coût des élections.

Les présidents participant à cette mission sont censés évaluer l'organisation générale et la conduite des élections par rapport à la législation du pays hôte et aux normes internationales, et également offrir assistance, conseils et soutien, sous toutes les formes possibles, à leurs pairs qui gèrent les élections.

Pendant la mission, les présidents participants sont invités à consulter la documentation fournie et à participer activement aux séances d'information, aux interactions avec les parties prenantes électorales (partis politiques, organisations de la société civile, organisations de jeunes et de femmes, autorités

nationales, agences de sécurité, autorités de régulation des médias, autorités traditionnelles et Chefs religieux, mission d'observation à long terme de la CEDEAO, autres missions internationales d'observation, partenaires technique et financier, membres des missions diplomatiques accrédités dans le pays hôte et réunions avec l'organe de gestion des élections (OGE) du pays.

Afin de suivre le processus au niveau des bureaux de vote et des centres de compilation, des visites de terrain en petits groupes seront organisées dans la période avant, pendant et après les élections, ce qui nécessitera une accréditation de l'OGE hôte.

S'appuyant sur leur vaste expérience, les présidents participants offriront également, le cas échéant, soutien et conseils à leurs pairs confrontés à la tâche complexe et ingrate de gérer les élections dans le contexte africain, afin de préserver l'intégrité, un sens aigu du service public et un engagement à la démocratie et, ce faisant, contribuent à renforcer la confiance du public dans le processus électoral.

La mission ne fera aucune déclaration publique mais émettra un rapport final sur la qualité de la gestion du processus électoral. Le rapport examinera les procédures et la conduite des opérations électorales, y compris la logistique, le scrutin, le dépouillement, le décompte, le mécanisme de transmission des résultats et la gestion des conflits électoraux. La mission, basée sur des normes régionales et internationales acceptées, confirmera la crédibilité du processus, tirera des leçons, enregistrera les meilleures pratiques et fera des recommandations pour les élections futures.

Documents de travail

Le Réseau des Structures de gestion électorale en Afrique de l’Ouest (RESAO) fournira les documents de référence suivants :

- Constitutions des pays et lois électorales
- Manuel des procédures électorales pour le scrutin et le dépouillement
- Rapport de la Mission d’évaluation des besoins du RESAO
- Rapports d'enquête et de mission d’observation électorale à long terme de la CEDEAO ainsi que les rapports précédents de la MOE (UA / CEDEAO / UE).

LISTE DES PARTICIPANTS

Noms	Institution/Pays	Provenance	Arrivée	Départ	Email	Tel.
Kabinet CISSE	President CENI Guinee	Conakry	Air Cote D'Ivoire HF740 23 Dec/14:50	Askyl KP47 31 Dec/08:35	kabinetcisse@yahoo.fr	+224 620 596 473
Justin Doua Gore	EISA Cote d'Ivoire	Abidjan	Air Cote D'Ivoire HF740 23 Dec/14:50	Air Cote D'Ivoire HF741 30 Dec. / 16:55	justin@eisa.org	+225 07112010
Abdoul Raouf Salami	ECONEC Nigeria	Abuja	Askyl KP 046 23 Dec/17:50	Askyl KP 047 30 Dec /08:35	raouf.salami@yahoo.com	+234 814 034 1214
Prof. Mahmood YAKUBU	Chairman INEC Nigeria	Abuja			amyakubu@yahoo.com	(234) 809 530 2012

**MISSION DE SOUTIEN ET D'APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS DU RESAO AUX ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLE ET LÉGISLATIVES DU 27
DECEMBRE 2020 AU NIGER**

PROGRAMME

<i>Date</i>	<i>Heure</i>	<i>Activité</i>	<i>Responsabilité</i>
Mercredi 23 Déc.		Arrivée des membres de la Mission Préparation de l'arrivée des présidents	Protocole CENI Expert élections (EISA)
Jeudi 24 Déc.		Rencontre avec la MOE à long terme de la CEDEAO Débriefing avec les présidents Visite de courtoisie au président de la CENI Niger	Coordonnateur Coordonnateur Expert élections (EISA)
Vendredi 25 Déc.		Briefing de toutes les missions d'observation par la CENI Niger Visite de courtoisie au Chef de la MOE de la CEDEAO et au Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de la CEDEAO	CENI Niger Coordonnateur
Samedi 26 Déc.		Visite de courtoisie au chef de la MOE de l'UA et au Commissaire aux Affaires politiques de l'UA. Réunion de la Coalition des OSC et du bureau pays de l'EISA Planification de l'itinéraire pour le jour du scrutin	Coordonnateur Tous les participants
Jour du scrutin			
Dimanche 27 Déc.		Visite de terrain le jour du scrutin (ouverture et clôture des bureaux de vote, dépouillement, compilation, suivi / salle de situation CENI) Visite à la salle de situation des OSC du Niger Visite à la salle de situation de la CEDEAO Salle de situation électorale WANEP	Coordonnateur & Expert élections (EISA)
Lundi 28 Déc.		Réunion post-électorale de tous les chefs de mission Visite au président de la CENI Niger (débriefing post-scrutin)	Coordonnateur
Mardi 29 Déc.		Visite au centre de compilation CENI Niger CEDEAO/ UA/ Déclaration préliminaire	Coordonnateur
Mercredi 30 Déc.		Départ des membres de la mission	Coordonnateur



La mission en séance de travail avec l'équipe cadre de la MOE de la CEDEAO au Niger.



Le Président de la CENI du Niger avec ses pairs du Nigéria et de la Guinée.



La mission en visite au siège de la CENI du Niger.



Professeur Mahmood Yakubu (Président de INEC Nigeria) donnant une interview en langue haoussa le jour du scrutin.



La mission en concertation avec le leadership de la CENI Niger au centre national de compilation des résultats à Niamey.



Professeur Mahmood Yakubu (Président de INEC Nigeria) donnant une interview.



Les membres de la mission en compagnie de Me Issaka Souana (Président CENI Niger) à l'Hôtel de ville de Niamey.